

Pendant la guerre, la Croix-Rouge Norvégienne s'est occupée de la transmission des lettres et des cartes postales des prisonniers de guerre en Russie, en Allemagne et en Autriche. Elle remettait les enquêtes à la Croix-Rouge Danoise, section des prisonniers de guerre. Elle a donné à l'Agence internationale de Genève une subvention de 1,000 fr. pour 1915. Plusieurs diaconesses de la Société ont été appelées à travailler dans des hôpitaux de guerre en Allemagne et en Angleterre.

Aux frais de la colonie norvégienne de Paris, une ambulance norvégienne de 200 skieurs choisis a fait le service des Vosges, sous le drapeau de la Croix-Rouge Française, pour assurer le transport des malades et des blessés.

Un insigne social a été créé en 1901 : la croix rouge sur fond blanc surmontée des armoiries du royaume, le lion couronné.

En 1915, la Société comptait environ 4,000 membres.

Ajoutons à cette brève revue que la Croix-Rouge norvégienne nous a communiqué qu'elle a envoyé, en février 1918, deux ambulances en Finlande. Elles comportent toutes deux un personnel de 10 ou de 11 personnes, ainsi que du matériel et des médicaments pour un hôpital de 50 lits. Elles sont respectivement dirigées par les D<sup>rs</sup> Natvig et Thrap Meyer. L'une a été équipée grâce à la collecte des femmes norvégiennes pour la défense nationale.

---

## PAYS-BAS

### **Décret concernant la réorganisation et les statuts de la Croix-Rouge Néerlandaise, du 22 octobre 1917**

Le compte rendu complet que nous avons pu publier sur l'activité de la Croix-Rouge Néerlandaise en 1917<sup>1</sup> mentionnait de nouveaux statuts adoptés définitivement

---

<sup>1</sup> Voy. T. XLVIII, 1917, p. 448.

par l'assemblée générale du 7 juillet 1917. Ils ont été revêtus de la sanction royale par le décret royal que nous reproduisons ci-dessous, cela conformément à notre habitude.

Ces statuts indiquent les rapports étroits existant entre l'assistance volontaire et le service sanitaire officiel, de même que les attaches de la Société avec le Gouvernement de la reine <sup>1</sup>.

Nous soulignons, dans l'art. 28, les prescriptions limitatives quant à l'usage du brassard et du drapeau à croix rouge.

*Décret du 22 octobre 1917, réglant les secours volontaires aux personnes malades ou blessées des armées et flottes de Puissances belligérantes, ainsi que le service de secours et de renseignements en faveur des prisonniers de guerre et des internés.*

Nous, Wilhelmine, par la grâce de Dieu, Reine des Pays-Bas, Princesse d'Orange-Nassau, etc., etc.

Sur les rapports de Nos Ministres de la Guerre et de la Marine, du 20 et du 30 juillet 1917.

Considérant,

que la Convention de Genève du 6 juillet 1906, approuvée par la loi du 25 mai 1918 (Recueil officiel, n° 152), règle les conditions sous lesquelles des sociétés de secours volontaires peuvent coopérer avec le service sanitaire militaire, pour avoir droit à la protection prévue par cette Convention,

que le décret royal du 19 mars 1913 (Recueil officiel, n° 113), modifié par le décret royal du 27 novembre 1914 (Recueil officiel, n° 546) a statué sur ce sujet dans le double but de garantir l'unité d'action des secours volontaires en temps de guerre, et d'en assurer le fonctionnement régulier par une préparation efficace en temps de paix ;

que le susdit décret royal doit être modifié et amplifié ;

Vu les décrets royaux des 27 mars 1912 n° 31 et 19 mars 1913 (Recueil officiel, n° 113), autorisant la Section néerlandaise de l'Ordre souverain de Malte, la Commanderie néerlandaise de l'Ordre des Johannites, ainsi que la Société de la Croix-Rouge Néerlandaise à porter secours en temps de guerre aux blessés et malades appartenant aux armées et flottes des puissances belligérantes ;

Ayant entendu le Conseil d'Etat, selon son rapport du 18 septembre 1917, n° 941,

---

<sup>1</sup> Voy. T. XLIII, 1912, p. 5.

Ayant vu le rapport supplémentaire de Nos ministres susdits, des 10 et 17 octobre 1917.

Avons résolu et décrété, en abrogation des articles 1, 3 et suivants du décret royal du 19 mars 1913 et du décret royal du 27 novembre 1914, de statuer comme suit :

ARTICLE PREMIER. — Des sociétés, ayant pour but les secours aux malades et aux blessés, peuvent être reconnues par Nous comme telles, et autorisées à porter des secours volontaires aux personnes malades et blessées appartenant aux armées ou flottes de puissances belligérantes. Les prescriptions de ce décret sont applicables aux sociétés nouvelles, ainsi qu'aux sociétés déjà reconnues et autorisées auparavant.

Seront seules applicables à la Société de la Croix-Rouge Néerlandaise, les clauses de ce décret qui la concernent plus spécialement.

ART. 2. → L'admission et l'autorisation de ces sociétés n'a lieu qu'après consultation du Comité central de la Société de la Croix-Rouge Néerlandaise.

ART. 3. — I. A côté du but indiqué dans les statuts de la Société de la Croix-Rouge Néerlandaise, la tâche de celle-ci, dans le cas d'une guerre dans laquelle les Pays-Bas sont impliqués, sera :

- a) De porter secours aux personnes malades ou blessées, appartenant aux armées ou flottes des puissances belligérantes ;
- b) De prendre la direction générale des secours volontaires ;
- c) D'organiser un bureau d'information pour la recherche de renseignements sur les blessés, les morts et les disparus, comme aussi sur les prisonniers et les internés de guerre, en conformité de l'article 14 du Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre de terre, annexé à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, publiée par décret royal du 22 février 1910 (Recueil officiel, n° 73) ;
- d) D'instituer une commission spéciale, chargée de l'assistance et du contrôle des envois aux prisonniers et internés de guerre dans les Pays-Bas et en d'autres pays, en conformité de l'article 15 du susdit Règlement, concernant les lois et coutumes de la guerre de terre.

II. En cas de mobilisation, la Société prendra tout de suite la direction générale, prévue par le présent article sous I b ; puis elle fera tout ce qui est nécessaire pour tenir l'organisation des secours volontaires complètement prête ; elle se chargera aussi des soins à donner aux militaires malades, le tout pour autant que l'Inspection du Service sanitaire militaire de l'armée le désire ;

III. Afin d'être prête, en temps de guerre, à remplir sa tâche, la Société est tenue en temps de paix :

- a) De faire les préparatifs nécessaires pour avoir à disposition quand la guerre éclatera :
  - 1. Des établissements sanitaires avec le personnel et le matériel nécessaires ;
  - 2. Du personnel capable et de toute confiance, pour le transport et l'évacuation des blessés ;
  - 3. Du matériel approprié au transport des blessés ;
- b) De prendre les dispositions nécessaires pour l'organisation d'un Bureau d'information, qui sera un bureau de renseignements sur les malades, les blessés, les morts et les disparus, ainsi que sur les prisonniers de guerre et les internés, en conformité de l'article 14 du Règlement sur les lois et coutumes de la guerre de terre, annexé à la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907.
- c) D'établir une commission spéciale chargée de porter secours et de contrôler l'envoi de dons aux prisonniers de guerre et aux internés, dans les Pays-Bas et en d'autres pays, en conformité de l'article 15 du Règlement susdit ;
- d) D'employer des moyens propres à entretenir l'intérêt de la nation en faveur de ses activités, à accroître le nombre de ses membres et à favoriser la formation d'un capital et l'acquisition du matériel nécessaire.

Pour autant que l'accomplissement de sa tâche de guerre n'en serait pas entravée, la Société pourra prêter secours, en cas de calamités publiques, soit à l'intérieur, soit dans nos colonies et possessions d'outre-mer, soit à l'étranger, ainsi qu'en cas de guerre entre des Puissances étrangères.

ART. 4. — Au cas d'une guerre dans laquelle les Pays-Bas seraient impliqués, les autres sociétés reconnues et autorisées ont pour tâche :

- a) de coopérer, dans la mesure de leurs ressources, avec la Société de la Croix-Rouge Néerlandaise, pour aider celle-ci à remplir ses obligations ;
- b) De se soumettre à la direction générale du secours volontaire, exercée par la Croix-Rouge Néerlandaise, en conformité de l'article 3 ci-dessus.

Afin de bien remplir cette tâche, ces sociétés sont tenues, en temps de paix :

- a) de faire les préparatifs nécessaires pour avoir disponibles, quand la guerre éclatera, du personnel capable et de toute confiance, des établissements sanitaires, ainsi que des moyens de transport et d'hospitalisation ;
- b) de coopérer avec le Comité central de la Croix-Rouge Néerlandaise, et dans la mesure que celui-ci jugera nécessaire, en vue de rendre efficaces les préparatifs visés sous lettre a).

c) de donner les renseignements dont le Comité central de la Croix-Rouge Néerlandaise a besoin, pour remplir les obligations qui lui sont imposées.

Des exemptions partielles ou totales de la tâche et des devoirs imposés par cet article peuvent être consenties par Nous.

Si les sociétés reconnues et autorisées, dont il est question dans cet article, ne remplissaient pas leurs obligations, leurs privilèges pourraient être révoqués, après consultation du Comité central de la Croix-Rouge Néerlandaise.

ART. 5. — L'activité de la Société de la Croix-Rouge Néerlandaise s'étend sur tout le territoire du pays, en Europe, aussi bien qu'aux colonies néerlandaises.

On distingue dans la Société :

- a) Les sections ;
- b) Les districts ;
- c) Le Comité central ;
- d) Le secrétariat général ;
- e) L'assemblée générale.

ART. 6. — Avec l'approbation du Comité central, des sections peuvent être fondées dans toute commune. Elles portent le nom de « Sections de la Croix-Rouge Néerlandaise ». Elles doivent posséder la personnalité civile. Il n'y aura qu'une section par commune. Une section doit comporter au minimum 20 membres. Ses statuts et règlements, ainsi que les changements qui y seraient apportés, doivent être approuvés par le Comité du district.

Les sections élisent leur comité et fixent elles-mêmes leur mode de travail, avec l'approbation du Comité du district et en tenant compte des stipulations de l'art. 3 I a) et b) du présent décret.

Les sections désignent les membres du Comité du district, visés à l'article 11.

Une fois par an, chaque section envoie au Comité du district un rapport sur sa situation, en donnant d'abord les noms des membres de son bureau, le nombre de ses membres ordinaires, honoraires et donateurs, et ensuite un aperçu de ses finances, ainsi que du personnel et du matériel dont elle dispose, ou dont elle pourra disposer en temps de guerre.

Une fois par an, elles versent à la caisse de leur district le pourcentage de leurs recettes destiné tant à la caisse centrale de la Société qu'à celle du district.

Annuellement les sections soumettent à l'approbation du Comité du district un budget pour l'exercice suivant. Les dépenses dépassant ce budget devront être préalablement approuvées par le Comité du district.

Chaque section peut envoyer des délégués aux assemblées générales.

Les sections prêtent leur appui et leur collaboration au Comité central, aux Comités des districts, ainsi qu'aux délégués mentionnés à l'article 26.

Les sections peuvent appeler des décisions du Comité du district auprès du Comité central.

ART. 7. — En conformité des délimitations spécifiées à l'annexe de ce Décret, le royaume des Pays-Bas est divisé en 17 districts : 1° La place forte d'Amsterdam ; 2° La place forte du Helder ; 3° Leiden ; 4° La Haye ; 5° Rotterdam ; 6° La Zélande ; 7° La ligne d'inondations, dite « Nieuwe Hollandsche Waterlinie » ; 8° La Frise ; 9° La province de Groningue ; 10° La province du Drenth ; 11° La province de Overijssel (partie occidentale) ; 12° Twenthe ; 13° Amersfort ; 14° Arnheim ; 15° La province du Brabant du Nord (partie occidentale) ; 16° la province du Brabant du Nord (partie orientale) ; 17° Le Limbourg.

ART. 8. — En cas de guerre dans laquelle les Pays-Bas sont impliqués, ces districts, dont les bureaux siègent aux endroits désignés par les statuts, auront à fournir, au total : comme matériel, 30,000 lits ; comme personnel, 725 médecins, 3,000 infirmières, 300 infirmières en chef, et 2,000 membres de détachements de transport.

ART. 9. — La tâche de chaque district, en ce qui concerne le nombre de lits et le nombre de médecins, infirmières, infirmières-en-chef et membres des colonnes de transport à fournir, doit être indiquée dans les statuts et soumise à l'approbation du ministre de la Guerre.

En temps de paix chaque district doit, par la voie des sections, se préparer à cette tâche.

Cette préparation comporte :

1. S'assurer la libre disposition des bâtiments où devront être installés les hôpitaux provisoires ;
2. S'assurer la collaboration du nombre nécessaire de médecins, d'infirmières-en-chef et d'aides-infirmières ;
3. Organiser l'instruction des aide-infirmières et le recrutement des détachements de transport.

Le Comité central règle les conditions à remplir par le personnel, ainsi que les endroits où les établissements sanitaires seront préparés, le nombre de lits qui seront disponibles dans les divers établissements, la forme et les dimensions du matériel.

ART. 10. — Au moins une fois par an a lieu, dans chaque district, une assemblée générale des membres, où sont admis tous les membres ordinaires des sections dont le district est composé.

ART. 11. — Chaque district est dirigé par un Comité dont les membres, à l'exception du président, du secrétaire et du trésorier, sont désignés par les sections.

Le président, le secrétaire et le trésorier sont élus à la majorité des voix par les membres présents à l'assemblée générale du district.

Chaque section désigne un délégué comme membre de ce comité, ainsi que son remplaçant en cas d'absence.

Le scrutin est réglé comme suit :

Le commissaire du district, le président, le secrétaire et le trésorier ont chacun une voix, tandis que les délégués des sections ont, selon le nombre des membres :

au-dessous de 50 membres une voix ; de 51 à 100 membres, 2 voix ; de 101 à 150 membres, 3 voix ; de 151 à 200 membres, 4 voix ; de 201 à 300 membres, 5 voix ; de 301 à 500 membres, 6 voix, au dessus de 500 membres, 7 voix.

ART. 12. — Le Comité du district est responsable envers le Comité central de son administration des finances et en général de la manière dont le but de la Société y est poursuivi.

Il institue un dépôt où doit être emmagasiné au moins le 25 % du matériel nécessaire de literie, de vêtements et d'articles sanitaires.

Au sujet des médecins à engager, il consulte l'Inspecteur du Service de santé de l'armée, par l'intermédiaire du Comité central.

Il prête son concours et donne les renseignements nécessaires au Comité central, ainsi qu'aux délégués désignés à l'article 26.

ART. 13. — En cas de guerre dans laquelle les Pays-Bas sont impliqués, comme aussi en cas de danger de guerre, le Comité central règle avec les Inspecteurs du Service de santé de l'armée, l'aide à fournir par la Société.

Dans les cas mentionnés ci-dessus, les districts et les sections ne peuvent disposer de leur propriété, leurs titres et espèces, sans le consentement préalable du Comité central.

En cas de guerre dans laquelle les Pays-Bas sont impliqués, le Comité central, sur la demande de l'Inspecteur du Service de santé de l'armée, est autorisé à transférer, d'un district à un autre, du personnel sanitaire et du matériel.

ART. 14. — Le Comité du district propose un candidat comme commissaire du district. Celui-ci Nous est présenté pour sa nomination à ce poste, par l'intermédiaire du Comité central.

Les commissaires du district sont nommés pour trois ans ; leur mandat est immédiatement renouvelable.

Ils siègent d'office dans le Comité du district et représentent celui-ci dans le Comité central.

Il leur incombe de se tenir au courant de tout ce qui concerne la tâche du district et d'en assurer l'accomplissement correct.

ART. 15. — Le Comité central, qui siège à La Haye, est chargé, tout en observant les prescriptions de ce décret et des statuts, de la direction générale de la Société de la Croix-Rouge Néerlandaise.

Il est chargé de l'exécution des résolutions prises par l'assemblée générale, des tâches que ce décret et les statuts lui attribuent ; il surveille l'activité des districts et des sections, et Nous propose des candidats dans tous les cas où les dispositions du présent décret le prévoient.

ART. 16. — Le Comité central est composé : du président, qui est en même temps président du Bureau, des autres membres du Bureau ; des commissaires des districts, qui en font partie d'office ; des conseillers à nommer par Nous, sur le préavis de l'assemblée générale ; des représentants d'institutions d'une utilité notoire pour la Société, à nommer par Nous, sur le préavis de l'assemblée générale ; du commissaire-en-chef de la Croix-Rouge Néerlandaise, mentionné à l'article 26 ; du directeur du Bureau d'informations, mentionné à l'article 27, ces deux derniers en faisant partie d'office ; d'un officier supérieur de l'Etat-Major ; d'un juriste représentant le ministère de la Guerre, ces deux derniers à nommer par Nous sur le rapport de Notre ministre de la Guerre.

ART. 17. — Le président et les membres du Comité central et du secrétariat général, excepté ceux qui y siègent d'office, sont nommés par Nous pour une période de cinq ans ; leur mandat est immédiatement renouvelable. Ils se retirent lorsqu'ils atteignent l'âge de 70 ans<sup>1</sup>.

Le Comité central se fait assister par un ou plusieurs secrétaires, à nommer et à congédier par Nous, sur le rapport du Comité central.

ART. 18. — Le secrétariat général, siégeant à La Haye, pourvoit à toutes les affaires courantes de la Société de la Croix-Rouge Néerlandaise ; il est composé d'un président et d'un premier vice-président, à nommer par Nous, sur le préavis de l'assemblée générale ; de l'Inspecteur du Service de santé de l'armée, fonctionnant aussi comme second vice-président ; de l'Inspecteur du Service de santé de la marine, ces deux derniers en faisant partie d'office ; d'un seul délégué de la Section néerlandaise de l'Ordre souverain de Malte, à nommer par Nous, sur le rapport de notre ministre de la Guerre, après consultation du Chapitre de cette section ; d'un seul délégué de la Commanderie des Pays-Bas, de l'Ordre des Johannites, à nommer par Nous, sur le rapport de Notre ministre de la Guerre, après consultation de la Convention de cette Commanderie ; de quatre membres à nommer par Nous, sur le préavis de l'assemblée générale.

---

<sup>1</sup> Nous admirons la prudente sagesse de cette disposition, permettant de conserver ceux dont 70 années n'ont point atteint les facultés, et d'imposer aux autres leur retraite. Nous ne croyons pas l'avoir déjà rencontrée dans d'autres statuts.



Le secrétariat général est autorisé à s'adjoindre, à discrétion, des rapporteurs sur des sujets spéciaux.

ART. 19. — Le secrétariat général désigne, parmi ses membres, le secrétaire général, le trésorier, le chef du service des transports et le chef du service hospitalier.

ART. 20. — L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an. Elle se compose des membres du Comité central, des délégués des sections, et de ceux des Indes néerlandaises orientales et occidentales.

ART. 21. — L'assemblée générale arrête les statuts de la Société ; elle a le droit de contrôler l'activité du Comité central, elle fixe le budget financier, elle dresse la liste des candidats pour le recrutement du Comité central et du secrétariat général, pour autant que ce droit lui est attribué par le présent décret.

ART. 22. — Pour toutes les nominations qui sont faites avec le préavis de l'assemblée générale, le Comité central peut lui présenter des listes de candidats ; les districts et les sections ont ce même droit, mais par l'intermédiaire du Comité central.

ART. 23. — Les membres d'honneur de la Société sont nommés par Nous, sur le préavis du Comité central.

ART. 24. — Pour autant que le budget de l'Etat le prévoit, une subvention est octroyée par Nous à la Société de la Croix-Rouge Néerlandaise, afin de la soutenir dans l'accomplissement de sa tâche.

Cette subvention est remise au Comité central, qui la distribue aux districts, dans la mesure où chacun d'eux aura accompli sa tâche.

Notre ministre de la Guerre est autorisé à régler cette distribution autrement, s'il y a lieu.

ART. 25. — Déjà en temps de paix, la Croix-Rouge Néerlandaise doit tendre, par tous les moyens possibles, à resserrer les rapports entre les sociétés de secours volontaires et le Service de santé militaire. Dans ce but, les Inspecteurs du Service sanitaire de l'armée et de la marine doivent être renseignés de façon suivie, par le Comité central, sur le personnel dont la Société de la Croix-Rouge Néerlandaise et les autres sociétés reconnues et autorisées disposent déjà, ou auront à disposer en temps de guerre, ainsi que sur les institutions sanitaires déjà instituées ou en voie d'établissement, et enfin sur le matériel disponible ; ils sont autorisés à faire l'inspection du matériel aussi souvent qu'il leur semble nécessaire, et à assister aux exercices du personnel.

Les Inspecteurs susdits sont autorisés à informer le Comité central du matériel dont le Service de santé militaire dispose en temps de guerre.

En temps de paix, le Comité central envoie, chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juin, à Nos ministres de la Guerre et de la Marine, un rapport concernant le personnel, les établissements sanitaires et le matériel dont la Société de la Croix-Rouge Néerlandaise et les autres sociétés reconnues et autorisées disposent pour le temps de guerre.

ART. 26. — En cas de guerre ou de danger de guerre, un délégué de la Croix-Rouge Néerlandaise est adjoint au Grand Quartier Général, au Quartier Général de l'armée de campagne, aux Etats-Majors de divisions, aux Inspecteurs d'étapes et aux Quartiers-Généraux des lignes et forteresses.

Le délégué adjoint au Grand Quartier Général porte le titre de Commissaire général de la Croix-Rouge Néerlandaise ; sous les ordres du commandant en chef des forces de terre et de mer, il est chargé de la direction générale des secours volontaires à l'armée et à la flotte.

Le délégué adjoint au Quartier Général de l'armée de campagne, porte le titre de Commissaire de la Croix-Rouge Néerlandaise aux armées ; sous les ordres du médecin en chef de l'armée, il est chargé de la direction générale des secours volontaires à l'armée de campagne. Les autres délégués portent le titre de Commissaires de la Croix-Rouge Néerlandaise (par exemple : auprès de la 1<sup>re</sup> division, etc., ou dans la forteresse d'Amsterdam, etc.). Sous les ordres des chefs du service sanitaire militaire respectifs, ils sont chargés de la direction générale des secours volontaires.

Avec le consentement du commandant en chef de l'armée et de la flotte, le Comité central peut nommer des délégués, chargés de la direction des secours volontaires, auprès d'autres unités de l'armée que celles mentionnées ci-dessus.

Sur le préavis du Comité central, le Commissaire général, le Commissaire des armées, ainsi que les Commissaires de divisions, de la ligne et de la forteresse, sont nommés par Nous en temps de paix, pour la durée de cinq ans. Leur mandat est immédiatement renouvelable.

Après l'accomplissement de leur 65<sup>e</sup> année, ils se retirent de leur charge.

ART. 27. — Déjà en temps de paix et sur le préavis du Comité central, il est nommé par Nous, pour une durée de 5 ans, un directeur du Bureau d'information, mentionné à l'art. 3, I, c), lequel est chargé, en même temps, d'exécuter les résolutions de la commission spéciale prévue à l'art. 3. Son mandat est immédiatement renouvelable ; il se retire de sa charge après l'accomplissement de sa 70<sup>e</sup> année. Les autres fonctionnaires du susdit bureau sont nommés par Nous, sur le préavis du directeur susdit, et après consultation du Comité central.

ART. 28. — Le signe héraldique de la croix rouge sur fond

blanc, institué par l'article 18 de la Convention de Genève, est aussi le signe distinctif de la Croix-Rouge Néerlandaise.

Cet emblème peut être employé par les membres de cette Société, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, excepté pourtant pour des buts de commerce. Les membres d'autres sociétés reconnues et autorisées d'après l'article 1 de ce décret ne peuvent en faire usage que lorsqu'ils coopèrent avec les membres de la susdite Société.

En temps de guerre, tous les membres masculins des sociétés reconnues et autorisées, qui se sont engagés à servir auprès d'une force armée mobilisée pour les soins à donner aux malades et blessés, sont obligés, pendant toute la durée de leurs fonctions, de porter, fixé au bras gauche, un brassard, avec croix rouge sur fond blanc, délivré et timbré par l'Inspecteur du Service sanitaire de l'armée (pour le personnel de la marine, par l'Inspecteur du Service sanitaire de la marine). Ces membres doivent en outre être munis d'une marque d'identité, délivrée par les autorités militaires sus-mentionnées, à moins qu'ils ne portent l'uniforme militaire de l'armée ou de la flotte, ou celui de la Société de la Croix-Rouge Néerlandaise, ou bien encore soit l'uniforme militaire, soit l'uniforme de campagne de l'Ordre de Malte ou de l'Ordre des Johannites, désignés par Nous par décret spécial.

D'après l'article 3 de la loi du 7 janvier 1911 (Recueil officiel, n° 5), le personnel sus-mentionné est soumis, durant son temps de service, aux lois et règlements militaires. D'autres brassards que ceux délivrés et timbrés par les Inspecteurs sus-mentionnés, ne doivent pas être portés en temps de guerre.

Le drapeau distinctif ne doit être arboré sur les formations et établissements sanitaires qu'avec le consentement de l'autorité militaire compétente ; il ne peut être arboré sur des établissements sanitaires que quand ceux-ci sont actuellement employés à l'usage de militaires malades ou blessés. Les voitures et navires ne transportant que momentanément des militaires malades ou blessés n'arboreront le drapeau distinctif en cas de guerre ou de danger de guerre qu'avec la permission expresse, soit temporaire soit permanente, du commandant en chef des forces armées de terre et de mer, ou de quelqu'un autorisé par lui. Dans les régions en état de siège, la permission du commandant militaire de l'endroit doit en outre être requise.

En conformité de l'article 21 de la Convention de Genève, le drapeau distinctif doit toujours être accompagné du drapeau national.

ART. 29. — Le Comité central de la Société de la Croix-Rouge Néerlandaise est autorisé par Nous à décerner pour des services importants, rendus à la Société, une « Croix de Mérite », ou une

« Médaille de Mérite », qui se porteront visiblement. Les frais qui en résultent sont à la charge de la Société.

ART. 30. — En ce qui concerne les colonies, le Comité central émet des ordonnances spéciales qui devront être soumises à Notre approbation.

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 31. — Au moment de l'entrée en vigueur de ce décret, le Comité central actuel se retire, et, sur le rapport de Notre ministre de la Guerre, un nouveau Comité central est nommé par Nous, qui remplacera le secrétariat général et le Comité central, mentionnés dans ce Décret, et qui siègera tant que dureront les circonstances extraordinaires actuelles.

Les nominations pour ce Comité central sont faites par Nous, au fur et à mesure des besoins.

Le moment où l'application de cet article sera modifié par la cessation des circonstances extraordinaires actuelles sera fixé par Nous.

ART. 32. — Le Comité central doit accélérer, autant que possible, la rédaction prochaine de nouveaux statuts de la Société.

En attendant, il doit vouer son attention à l'organisation des districts. Dans ce but il charge les sections d'élire, avant une date à fixer, un membre du Comité du district, tandis qu'il fait convoquer en même temps les membres des sections à une assemblée, dans une localité désignée du district, pour y procéder, sous la présidence de la section locale, à l'élection du président, du secrétaire et du trésorier du Comité du district.

Si plus d'une section est établie dans une commune, le Comité central prend auparavant les mesures nécessaires pour faire fusionner ces sections.

Nos ministres de la Guerre et de la Marine sont chargés de l'exécution du présent décret, dont copie sera envoyée à nos ministres des Affaires Etrangères, de l'Intérieur, de la Justice, des Colonies et de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, ainsi qu'au Conseil d'Etat et à la Trésorerie générale.

Le décret sera publié dans le Recueil officiel et dans le *Staatscourant* (Feuille d'Avis de l'Etat).

La Haye, le 22 octobre 1917.

WILHELMINA

*Le Ministre de la Guerre,*

DE JONGE

*Le Ministre de la Marine,*

J. J. RAMBONNET

Promulgué le 5 Novembre 1917

*Le Ministre de la Justice,*

B. ORT